

Quel revenu est-il possible d'obtenir du lait? Parole aux éleveurs wallons...

Ce n'est un secret pour personne, tous les producteurs laitiers trouvent le prix du lait trop faible comparativement aux frais et à la quantité de travail engendrés par leur activité. Tous espèrent des jours meilleurs et la possibilité de vivre décemment de cette spéculation. Les marchés sont à la hausse, ce qui apporte un peu d'optimisme. Mais force est de constater qu'au prix actuel du lait, les investissements ne sont pas rentables. Par ailleurs, sécurité pécuniaire oblige, le lait ne représente pour un bon nombre d'exploitations qu'une part des revenus, à côté des cultures et de la production de viande.

On comprend aisément que la diversification des spéculations au niveau de l'exploitation permette de lisser l'effet des crises sectorielles, mais quels sont les autres moyens d'optimiser le revenu des producteurs, en particulier la part provenant du lait? La parole est aux éleveurs:

E. FROIDMONT¹, A. TURLOT¹ ET PH. BURNY²

Centre Wallon de Recherches agronomiques

¹Département 'Productions et Nutrition animales', Rue de Liroux 8, 5030 Gembloux

²Direction, Cellule Economie, Rue de Liroux 9, 5030 Gembloux

Optimiser le revenu du lait par un atelier de transformation

M. L. traite une soixantaine de vaches. Un bon tiers de sa production sert à la fabrication de beurre ω3, commercialisé directement à la ferme et dans un magasin Proxy Delhaize tout proche.

"Ce n'est pas pour augmenter le prix du beurre que nous sommes passés en démarche qualité ω3 il y a 4 ans, mais bien pour améliorer la régularité du produit (tartinabilité, consistance et apparence semblables tout au long de l'année). Cette spécificité s'avèrerait nécessaire pour accéder à la grande distribution."

L'apport de graines de lin extrudées aux vaches induit un coût supplémentaire de 10 à 15% de l'alimentation, mais l'éleveur considère qu'il est largement récupéré par un meilleur état général des animaux, une fertilité améliorée et une moindre prévalence de mammites.

"Nous produisons actuellement 150 kg de beurre par semaine, ce qui correspond à la valorisation de 150.000 L de lait par an. En moyenne, le lait valorisé de cette façon rapporte 0.15€ en plus au litre, ce qui correspond à un gain de 22.500 €/an. En terme de main d'œuvre, le beurre m'occupe 20 à 25 heures par semaine, soit 1.300 heures par an. Le revenu du travail atteint donc environ 17 €/h."

Le choix du beurre satisfait entièrement M. L.

"Actuellement, la protéine du lait est davantage payée qu'auparavant. Le petit lait se vend par conséquent à un bon prix (0.2 €/L) et nous avons pu maintenir le prix du beurre, malgré la chute du prix du lait."

Bien entendu, tout cela a nécessité des investissements. *"Avant, nous ne produisions que 50 kg de beurre par semaine. L'augmentation de la production n'a été possible que suite à l'acquisition d'une nouvelle baratte."*

S'associer afin de limiter les coûts fixes

Les temps sont durs pour M. M. Le prix des céréales s'affole, les pulpes deviennent hors de prix, et le prix du lait varie peu. Il ne comprend pas le délai de retard entre l'envolée des marchés, en particulier les cours du beurre-poudre, et la répercussion potentielle sur le prix du lait au producteur; d'autant plus que certains pays comme l'Italie (qui a l'avantage d'assurer la transformation, contrairement à la Wallonie), importe le lait à un prix élevé.

"Sans compter l'amortissement de mes bâtiments, je suis déjà à un prix de revient du lait de 0.17 €/L, dans lequel l'alimentation intervient pour 0.10 €/L et le paillage pour 0.02 €/L. Prime comprise, le lait me rapporte 0.27 €/L: le bénéfice est trop faible que pour amortir mes bâtiments et payer ma main d'œuvre."

◀ Développement d'un atelier de transformation à la ferme, minimisation des coûts de production, raisonnement des investissements, quelques pistes pour minimiser le prix de revient du lait. Les services d'encadrement sont là pour vous y aider



M. M. a conscience qu'il doit limiter ses coûts fixes. Son étable actuelle est bondée et ne lui permet plus d'agrandir son cheptel. Travaillant déjà en CUMA depuis quelques temps, notamment pour le partage d'une mélangieuse distributrice, il a envisagé le groupement de producteurs laitiers (GPL).

"Le GPL permet de rassembler plusieurs producteurs dans une même unité de production et ainsi de réduire les investissements tout en offrant plus de souplesse dans le travail quotidien. Il doit être géré comme une entreprise, avec un dirigeant, et un groupe disposant de responsabilités structurées. C'est justement cette structure qu'il est difficile de mettre en place. Beaucoup de points doivent encore être résolus, à commencer par l'acceptation d'une exploitation de plus de 450 vaches par la population, les possibilités d'intégration de certains producteurs, le régime fiscal.... Tout cela doit être mûrement réfléchi!"

Produire, minimiser les coûts et satisfaire aux engagements

La famille V. a commencé en 1991 avec un quota de 70.000 L. Aujourd'hui, le ménage traite près de 1.000.000 de litres et entretient 150 ha de cultures sans aide extérieure.

"Notre exploitation n'était pas rentable, nous allions droit dans le mur. Nous avons alors épluché, revu et négocié tous les contrats avec nos fournisseurs. Les coûts ont été minimisés: contrats à terme pour la vente de matières premières, contrat de fourniture d'aliments, optimisation des achats de médicaments et de produits phyto, réduction des frais sur les veaux et arrêt du contrat de travail d'un ouvrier sont autant de choses qui nous ont permis de redresser notre situation financière. Par ailleurs, nous avons racheté du quota: en augmentant la production, nous avons pu réaliser d'importantes économies d'échelle. La vente de génisses à bon potentiel génétique représente également une rentrée non négligeable."

Le prix de revient du litre de lait de cette exploitation avoisine les 0.23 €/L, dont 0.10 €/L d'alimentation, 0.02 €/L de frais vétérinaires et 0.12 €/L d'amortissement et de droits de production. Ces exploitants considèrent qu'ils ont un pouvoir d'achat lié à leur revenu inférieur à celui de leurs parents, alors qu'ils disposent de 8 fois plus de quotas.

"Le principal problème actuellement est lié aux nombreux frais d'investissement générés par les mises aux normes (environnement, bien-être, qualité, GMP, autocontrôle...). Ces frais pèsent sur la comptabilité de l'exploitation sans que cela nous aide directement dans notre travail ou n'améliore notre efficacité."

M. V. se lève à 4 h du matin pour la traite et termine la journée très tardivement.

"Je souhaiterais bénéficier d'un revenu décent en ayant des horaires humainement acceptables."

M. V. explique le faible prix du lait par le fait que les producteurs n'ont pas accès au marché des produits finis.

"En début de chaîne, les effets d'une hausse des marchés sont moins perceptibles alors que nous sommes les premiers à subir une baisse du secteur. Ce sont les marchés qui font le prix et les bonnes relations entre les distributeurs et les transformateurs nous obligent souvent à travailler à des prix plancher."

Il est vrai que l'évolution des prix varie considérablement selon les maillons de la filière. Ainsi, le prix du litre de lait pour le consommateur n'est quasiment jamais revu à la baisse: on parle d'effet de cliquet, inexistant au niveau du producteur. Cette observation s'explique par le fait que les acteurs intermédiaires préservent une marge de sécurité pour honorer les contrats à long terme qu'ils développent avec l'amont et l'aval de la filière.

Dans la même optique, M. G. considère que la stratégie alimentaire du troupeau permet d'optimiser le revenu lié à la spéculation laitière. Le prix de revient du lait dans son exploitation est de 0.25 €/L, avec une part minime pour l'alimentation (0.09 €/L). Le prix de vente a atteint 0.35 €/L (en ce compris 0.03 €/L pour la valorisation de la viande et 0.04 €/L de primes) en 2006. Pour M. G., l'alimentation des laitières doit se baser essentiellement sur la valorisation de l'herbe et des produits de la ferme.

"Des vaches qui ne sortent pas coûtent cher. Avec une bonne gestion des prairies, l'herbe est de loin l'aliment le meilleur marché."

En ce qui concerne le prix du lait, M. G. nous parle avec objectivité:

"Il est difficile de comparer les prix payés par les différentes laiteries. Le prix offert par les laiteries allemandes est plus élevé mais les exigences et contraintes sont aussi plus sévères. La souscription de parts dans la coopérative est systématiquement plus onéreuse, la durée de préavis en cas de changement de laiterie peut atteindre 2 ans alors qu'elle n'est que de 3 mois dans d'autres laiteries et les primes à la production sont souvent moindres. La comparaison des laiteries sur le prix de base n'est donc pas vraiment représentative du prix payé au producteur."

Pour sa part, M. G. apprécie le système français qui propose des recommandations du prix du lait en fonction d'indicateurs, que les laiteries sont libres de respecter.

Dans le cadre de leurs témoignages, l'ensemble des producteurs nous ont fait part de leur souhait de conserver les quotas ou au moins un outil de gestion de l'offre permettant d'assurer une sécurité des prix. Les contrats avec les laiteries pourraient jouer ce rôle s'ils faisaient l'objet d'un marché. Ils souhaiteraient également que ces évolutions soient progressives. A leurs yeux, il faudrait accepter que les producteurs les plus performants puissent vivre aisément du lait, afin que les producteurs moyens puissent trouver une rétribution décente de leur travail. Enfin, tous estiment que les troupeaux qui demain seront rentables seront obligatoirement intensifs, avec un bon niveau de production par bête (9000 à 10000 litres), sans pour autant atteindre des records de production ou une taille industrielle. Les derniers litres de lait coûtent en effet très cher sur de nombreux plans (vétérinaire, alimentaire, longévité des animaux...), la gestion de troupeaux hyper productifs est difficile et requiert une haute technicité ainsi que l'omniprésence de l'éleveur.

Conclusion

Ces paroles d'éleveurs montrent qu'un bon nombre d'entre eux s'interrogent sur les façons d'optimiser le revenu de la production laitière et que le fruit de leur réflexion sera déterminant sur la viabilité de leurs exploitations. Parmi ces témoignages, deux voies principales se dégagent. Tout d'abord, la mise en place de système de qualité spécifique ainsi que le développement d'un atelier de transformation à la ferme sont des solutions ouvrant la porte à de nouvelles voies de distribution. Ensuite, la minimisation de l'ensemble des coûts de production et le raisonnement des investissements sont essentiels pour minimiser le prix de revient du lait. Des services d'encadrement existent et peuvent aider à dresser une comptabilité précise des exploitations. Il reste à espérer que les jours à venir seront meilleurs et laisseront plus de liberté d'action à nos producteurs.

Remerciements

Le Département 'Productions et Nutrition animales' tient à remercier les éleveurs qui ont pris le temps de témoigner et qui, d'une manière plus générale, s'intègrent aux activités de Recherche & Développement du Département.